

COP27

*Le défi climatique*

P.2

49,3

*La démocratie selon Macron*

P.3

Marianne Bessemoulin

*Les maths mises en scène*

P.6



## Édito : S'investir dans la paix

La période troublée actuelle, tant au niveau national, qu'à l'international, appelle à disposer d'une perspective politique progressiste. Que cela soit les questions de Paix, le projet d'« ultra-centre » de Macron, la casse des services publics ou la lutte contre les idées d'extrême droite, il est impératif que la gauche rassemblée incarne une alternative qui place l'humain au cœur du choix de société, en se basant sur l'égalité et la solidarité, plutôt que sur la concurrence et la compétition.

« J'ai beaucoup de respect pour les militants, qui ont les mains dans le cambouis, qui vont organiser des débats, coller des affiches... » disait récemment Guillaume Meurice dans l'Huma Magazine. L'ensemble des combats à mener passe par la mobilisation et la dynamique des forces mi-

litantes, qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives. Collons, tractons, menons des débats au sein de la société, dans les organisations, dans les territoires, dans les quartiers et les villages. Les progressistes, parmi lesquels les communistes, ont des idées, des valeurs, des propositions, une histoire, des actions à défendre pour mener l'offensive tous ensemble sur les enjeux de justice sociale et de dignité ; **mais surtout de faire reculer et empêcher l'implantation de l'extrême droite, en mettant en évidence une alternative, une finalité : donner à chacun les moyens de s'émanciper, de s'épanouir, d'être maître de sa vie.**

La Paix ne se décrète pas. La campagne nationale menée notamment par les communistes pour l'interdiction des

armes nucléaires est un exemple à soutenir localement, de manière à sacraliser la culture de Paix comme projet politique et afin de répondre au risque de conflit nucléaire. La France doit ratifier le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN). Il est possible à chaque habitant de s'inscrire dans cette démarche en appuyant l'Appel des Villes de l'ICAN au sein de nos communes (seules deux villes en Loire-Atlantique sont signataires). **Ce type d'initiative peut favoriser l'ouverture et le partage des cultures entre les citoyens, sur ce sujet comme sur d'autres** (le système hospitalier, la culture, les services postaux...). Le PCF sera toujours disponible pour favoriser ces rassemblements.

Lény OLLIVIER

## Le retour de Lula



Au mois d'octobre ont eu lieu les élections présidentielles au Brésil. Ces dernières sont marquées par le retour de Luis Inácio Lula da Silva en tant que candidat. Un retour victorieux face à Jair Bolsonaro lors du second tour avec 50,90 % des suffrages.

En parallèle des présidentielles se déroulent les élections parlementaires et provinciales où cette fois c'est le Parti Libéral, populiste de Bolsonaro qui se démarque avec une forte progression sur l'ensemble du territoire. L'alliance du futur président, qui réunit le Parti des Travailleurs, le Parti Communiste do Brasil et le Parti Vert, n'est pas en reste non plus et consti-

tuera la principale force d'opposition à la Chambre des députés. Ce vote représente donc une forte attente populaire mais avant tout une critique des politiques sociales et sanitaires de Bolsonaro. Les élections provinciales vont dans le sens de la libéralisation économique prônée par le président sortant d'extrême-droite.

Un contexte politique qui s'annonce compliqué entre les problématiques économiques croissantes et la gestion climatique alarmante. Les programmes sociaux visant à aider les plus pauvres s'étendent désormais à plus de 25 % de la population, dans une nation qui compte deux cent quinze millions d'habitants.

## Éthiopie

### Accord de paix au Tigré



Après deux ans d'une guerre civile qui a vu la région du Tigré ravagée, les forces du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et le gouvernement fédéral ont signé un accord pour mettre fin aux hostilités. Pendant que les pourparlers se déroulaient à Prétoria sous l'égide de l'Union africaine (UA), les combats se poursuivaient et les forces gouvernementales reprenaient aux rebelles plusieurs villes. Ceux-ci, affaiblis par la reprise en main d'Addis-Abeba, ont accepté de s'engager à désarmer leurs combattants, à « respecter l'intégralité territoriale de l'Éthiopie » et à « rétablir l'ordre constitutionnel dans la région du Tigré ».

En contrepartie, le TPLF attend du gouvernement que celui-ci retire ses troupes de la région, aide à rétablir les services publics, à reconstruire les infrastructures et surtout permette au plus tôt l'acheminement par les organisations de l'aide humanitaire. **Il faut dire que le conflit a généré des déplacements de plus de deux millions d'Éthiopiens** et plongé dans une situation proche de la famine des centaines de milliers de personnes.

Parmi les fléaux qu'a pu connaître le Tigré, les troupes érythréennes, venues « seconder » Addis-Abeba, ont poussé très loin les violences de toutes sortes, massacrant, tuant, violant et pillant la région en toute impunité. Or, cet « allié » encombrant n'a quant à lui ni retiré ses troupes, ni participé aux pourparlers de paix de ces dernières semaines.

L'accord de paix qui a suivi le cessez-le-feu du début novembre demeure très fragile...

## Ni victoire, ni défaite, mais un avertissement

Le triomphe électoral annoncé pour les Républicains n'a pas eu lieu. La vague trumpiste s'est transformée en vaguelette au moment des « midterms », ces élections étatsuniennes de mi-mandat qui renouvellent le Congrès (senateurs) et la Chambre des représentants (députés).

Si le parti de Donald Trump a remporté d'une courte majorité l'assemblée des représentants, il échoue à remporter le Sénat. Dans les starting blocks pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de 2024, le démagogue et populiste milliardaire, faute de victoire, pourrait cette fois avoir plus de mal à remporter l'investiture républicaine lors des prochaines primaires. D'autant plus que Ron Desantis ne cache pas ses ambitions et qu'il vient de remporter un large succès pour le poste de gouverneur de Floride.

Côté démocrate, le Président Joe Biden a évité le pire. Si les deux chambres passaient dans les mains des

républicains, le parti démocrate aurait perdu des pouvoirs législatifs et subi un vote sanction à deux ans des prochaines élections présidentielles.

Le pays reste tout de même profondément divisé et toutes les études d'opinion montrent que l'électorat démocrate, plutôt jeune, instruit, très majoritaire dans les minorités afro-américaines, latinos ou les asiatiques, s'est fortement mobilisé pour empêcher les candidats « trumpistes » de progresser et de faire valoir leurs thèses réactionnaires sur la fin du droit à l'avortement, les armes en vente libre ou les questions climatiques.

Faire obstacle à des candidats républicains extrémistes a été un leitmotiv fort lors de ces élections, même dans les États réputés très conservateurs. Les démocrates le savent, pour remporter le scrutin de 2024, faire obstacle ne suffira pas, il faudra aussi présenter un bilan et un projet politique, social, international bien plus conséquent qu'il ne l'est actuellement.

## Les présidentielles au Brésil sur fond de pauvreté



## Le défi du réchauffement climatique !

C'est une nouvelle alarme de taille qui s'impose au monde, comment maintenir l'élévation des températures à 1,5 degré alors que la trajectoire actuelle nous situe au-delà des 2 degrés ? Du 6 au 18 novembre en Egypte, la COP27 tient ses assises. Cette assemblée internationale de la diplomatie climatique est-elle capable de relever le défi ? Mettre en place par exemple un processus concret et contraignant après les intentions de la COP26 (voir NLA n°1048).

Cette dernière avait pour la première fois de son histoire reconnu la nécessité de réduire les productions d'énergie d'origine fossile (pétrole, gaz, charbon). Un mouvement de transition énergétique à accélérer dès maintenant et qu'il faudrait réellement soutenir pour les transports, le logement et l'industrie.

Dans un contexte international 2022 marqué par des guerres - particulièrement celle en Ukraine, par la crise énergétique qui s'ensuit et des spéculations de tous ordres, des décisions concrètes sont à prendre. Le dernier été de catastrophes climatiques est là pour nous le rappeler.

Les pratiques de la firme française TotalEnergie sont édifiantes. Celle-ci continue à investir aux États-Unis dans la technique polluante de fracturation des sols pour le pétrole et le gaz. Une aubaine au détriment de faibles investissements dans les énergies renouvelables considérées comme non rentable du

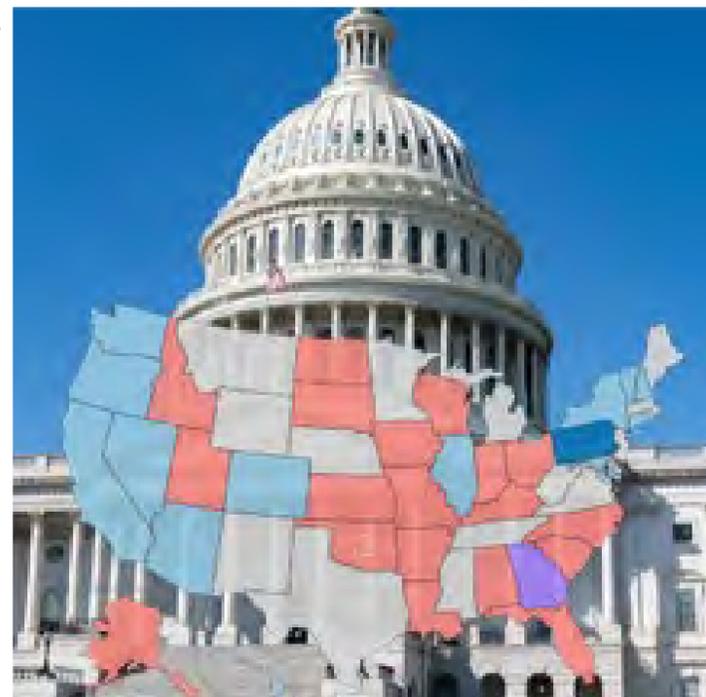
point de vue de la rentabilité. Au mieux ou au pire, ce qui les intéresse c'est le capitalisme « vert » !

Autre point à l'ordre du jour des négociations, le financement des aides aux pays du sud par les pays du nord - forts émetteurs en carbone - pour ce qui concerne les pertes et préjudices liés aux conséquences du réchauffement. Le stade de l'adaptation au réchauffement a été partiellement financé mais est déjà tardif ou même dépassé.

Pendant que les portefeuilles du PDG et des actionnaires de TotalEnergie s'enflamment, les glaciers fondent et les salaires restent au frais. Ce ne sont pas les taux de rendement des profits capitalistes à deux chiffres qu'il faut sauver, mais le climat en transformant le système et son mode de production, ainsi que la finalité de ses logiques.

Une bonne nouvelle sur ce front des luttes climatiques, l'élection du président de gauche Lula au Brésil. La possibilité de rompre avec la politique catastrophique, mise en œuvre par l'extrême-droite, de l'Amazonie, un des poumons du monde.

Le cynisme des « eaux glacées du calcul égoïste » menace les humains et la planète. Aux ONG, aux travailleurs et aux citoyens de relever le défi.



## Assemblée nationale

49.3, la démocratie selon Macron



Et de quatre... Faute de majorité absolue et à défaut de convaincre et de rassembler, le gouvernement use et abuse du 49.3 face à un enjeu de taille : le budget de la Nation, son abondement à travers l'impôt et les choix sur sa répartition.

Cet outil antidémocratique lui permet d'imposer ses choix en rayant d'un trait de plume les décisions ou les amendements adoptés à la majorité des voix par les députés lors des débats parlementaires. Au lieu de faire des choix courageux en faveur de l'éradication de la pauvreté et la lutte contre le réchauffement climatique, le gouvernement préfère continuer à privilégier les riches.

Face à la proposition de la création d'une taxe exceptionnelle de 25 % sur les superprofits réalisés notamment par les compagnies pétrolières, dont TotalEnergie, Bruno Lemaire rétorque : « Une augmentation de la taxation des dividendes ne passera pas par moi ».

Pourtant, en 2021, les seuls géants du CAC 40 ont dégagé près de 160 milliards de profits et ont reversé 69,4 milliards de dividendes à leurs actionnaires.

Pour la majorité de nos concitoyens, la réalité est beaucoup plus sombre. Prétextant la guerre en Ukraine, la spéculation va bon train avec le soutien d'un gouvernement qui se contente de compenser certaines hausses par des aides temporaires. Le recours à ce stratagème, non seulement ne masque pas l'incompétence du gouvernement, mais lui fait perdre le peu de crédibilité qu'il lui restait.

Après deux motions de censure déposées par la NUPES et rejetées, les députés sont désormais partagés sur la systématisation de la démarche.

L'absence de consensus à gauche est liée, d'une part à la crainte d'une banalisation conduisant à une impasse, d'autre part, au risque de participer à la « normalisation » du RN, qui accorde ses voix sans vergogne à celles de la gauche.

En multipliant les coups contre la démocratie, Emmanuel Macron et son gouvernement jouent décidément à un jeu dangereux qui détournera encore plus les citoyens de la vie politique et, pire, confortera le vote extrême.

## Projet de loi immigration

Le besoin de main-d'œuvre étrangère remis au goût du jour



« Nous avons la volonté de simplifier l'accès au territoire pour des compétences particulières, dont l'économie a besoin ». C'est ainsi que le ministre du Travail Olivier Dussopt a présenté début novembre sa volonté de créer un titre de séjour particulier pour les « métiers en tension ». Parmi les métiers dont les taux de recrutement sont jugés difficiles par l'enquête BMO 2021 (Besoins en Main-d'Œuvre) de Pôle emploi, on retrouve dans l'ordre les aides à domicile, les infirmiers, les conducteurs de transport en commun, les plombiers et les cuisiniers aux cinq premières places. Des métiers de différents secteurs d'activité qui partagent certains points communs que le gouvernement semble avoir oubliés.

Dans ces métiers, les conditions de travail n'attirent pas les vocations, voire dégoûtent les personnels en fonction. Ainsi, l'exemple des infirmiers en est probablement l'illustration la plus criante. L'activité hospitalière a fortement changé ces quinze dernières années : avec la tarification à l'activité, les patients doivent rester un minimum de temps et avoir un maximum de soins et d'exams. Les manquements dans la qualité des soins qui en résultent conduisent à une perte de sens dans leur travail, ainsi, près de 30 % des nouveaux professionnels abandonnent le métier dans les cinq ans.

De plus, ils partagent de nombreux points communs avec les autres métiers en tension : travail le week-end, horaires de nuit, décalé ou en coupure font que ces professions doivent globalement améliorer

leurs conditions de travail s'ils veulent attirer de nouveau. Réunissant pénibilité du métier, conditions de travail dégradées, bas salaires dont 72 % des salariés en temps partiel, les aides à domicile (féminin à 97 %) sont presque naturellement en tête de notre classement.

Si historiquement la France a fait régulièrement appel aux travailleurs étrangers ou coloniaux pour occuper les postes pénibles ou dangereux, une étude de 2021 de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), dépendante du ministère du Travail, nous offre une vision actualisée des emplois occupés par les immigrés dans notre pays. Ainsi, les personnes nées à l'étranger représentent 10 % de la population active, mais sont surreprésentées dans les métiers répétitifs, physiques ou en dehors des plages horaires habituelles ; on y retrouve 27 % des ouvriers non qualifiés du BTP et 22 % des cuisiniers.

Par cette loi, le gouvernement va amplifier un phénomène discriminatoire qui rappelle fortement l'immigration du début du 20e siècle.

Ici sur la photo, on retrouve des travailleurs immigrés devant le Ministère du Travail à Paris en 1938. Soumis à la fois au bon vouloir de leurs patrons et aux exigences de l'administration, ils subissent de plus en plus les contrôles, la répression et même les brimades qui se multiplient. Ces travailleurs se rendent ici pour obtenir ou renouveler leur carte de travail sans laquelle ils ne peuvent pas rester sur le territoire... Rien de nouveau !

## Racisme

L'Assemblée n'est pas épargnée



Jusqu'à quand devons-nous supporter les saillies racistes des élus du RN ? Leur mépris de la République et de ses représentants vient à nouveau de s'exprimer au sein même de l'Assemblée nationale, avec l'interpellation insultante - « Qu'il(s) retourne(nt) en Afrique » - proférée par Grégoire de Fournas, parlementaire d'extrême droite, à l'adresse de son collègue de la France insoumise, le député Carlos Martens Bilongo. On se souvient qu'il y a un an, Éric Zemmour, candidat pas encore déclaré pour la présidentielle, multipliait les propos racistes et xénophobes.

Fabien Roussel avait alors démontré la nécessité de frapper d'inéligibilité les individus tenant de tels discours et les députés communistes avaient déposé une proposition de résolution allant dans ce sens, en s'appuyant sur la loi Gayssot qui stipule notamment que « toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion est interdite ». Cela visait à mettre un coup d'arrêt à la banalisation des discours délictueux, signatures de l'extrême droite, dans le débat public. Cette résolution n'avait alors pas été votée.

Depuis, Le RN est entré en force à l'Assemblée nationale, contenant avec difficultés le fonds de commerce haineux de ses idées. L'actualité vient de nous montrer que leur naturel revient au galop...

La représentation nationale sortirait grandie d'une condamnation ferme et sans équivoque des menées xénophobes en son sein.

## Assises nationales de lutte contre les violences sexistes



Les 25 et 26 novembre à la Cité des Congrès de Nantes

En incluant la date symbolique du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Nantes va connaître sur deux jours des assises consacrées aux violences sexistes, rassemblant un nombre important de spécialistes. **Ces deux journées visent à mobiliser et fédérer l'ensemble de la société dans la lutte contre les violences sexistes, à mettre en commun les expériences de différentes collectivités constituées en réseau et à concevoir un dispositif d'information et de communication spécifique : site internet dédié, réseaux sociaux...**

La première journée sera réservée aux professionnels (santé, justice, logement, éducation, emploi, loisirs...), aux collectivités, aux associations, ainsi qu'aux expertes et experts de la prévention et de la lutte contre les violences sexistes.

La deuxième journée sera ouverte à tout le monde, invitant chacune et chacun à venir écouter, partager, débattre lors de nombreux ateliers, tables rondes et conférences, animés par des associations et des professionnels. « Résister au cyberharcèlement », « Réinventer sa masculinité », « Éduquer sans sexisme », « Enjeux économiques des violences sexuelles », « Rire après #MeToo »... de nombreux sujets seront abordés sous différentes formes. **Projection de film, espace bibliothèque, expositions, ludothèque, café-librairie viendront compléter le dispositif de ces rencontres, suivies par Le Monde et Radio Prun'.**

L'ambition portée par ces assises étant d'informer sur les différentes formes de violences sexistes et sur la nécessité d'en parler pour lutter : **il s'agit bien là d'éveiller les mentalités et, au final, d'agir sur les comportements individuels et collectifs.**

Pour le programme complet : <http://assises-violences-sexistes.fr>

### Département

Un rapport d'activité contraint par la crise sanitaire



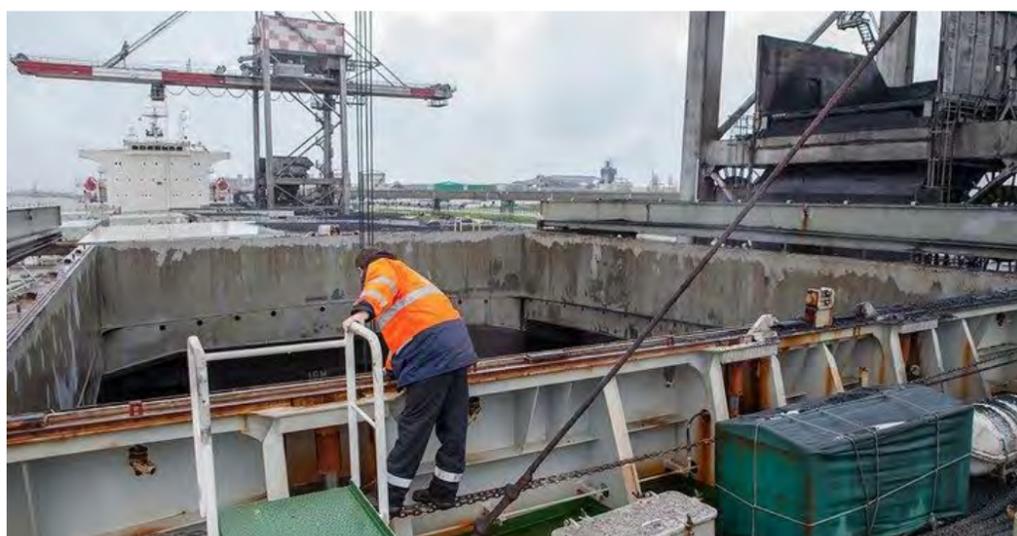
Le rapport d'activité 2021 du Conseil départemental a été présenté. Un rapport sous le signe de la covid qui aura marqué la vie politique locale de ces deux dernières années : les conséquences de la crise sanitaire n'auront pas épargné le département de Loire-Atlantique.

**C'est ce que pointe le rapport publié en octobre et qui relève des difficultés amplifiées pour les habitants du territoire : creusement des inégalités, nouvelles pauvretés, précarité accrue.** Élu Président du Conseil départemental en juin 2021, le socialiste Michel Ménard réaffirme dans le rapport, « la mobilisation d'un département en première ligne pour garantir à toutes et tous un accompagnement adapté et de qualité et faire face à l'urgence sociale ». **Pour la majorité socialiste et écologiste du département, l'action engagée a été déterminante pour passer cette période difficile** avec notamment l'accompagnement des établissements médico-sociaux, le soutien aux services à domicile, l'appui aux acteurs culturels et sportifs, la mise en place des prêts d'ordinateurs dans les collèges. Et puis des projets structurants ont vu le jour : le déploiement du dispositif de santé protégé pour les enfants, la labellisation égalité professionnelle Femmes-Hommes, la lutte contre les violences faites aux femmes, l'augmentation des produits bio dans la restauration des collèges, la finalisation du projet de maillage des centres routiers ou bien la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des 4400 agents. Le département regarde désormais vers l'avenir et entend appliquer son nouveau projet stratégique adopté en janvier 2022. Pour les années à venir, trois orientations politiques majeures structureront les politiques publiques de la Loire-Atlantique : **« la définition d'un nouveau contrat social et territorial, l'équilibre écologique et la construction du renouveau de l'engagement citoyen ».**

Les urgences sociales et écologiques sont donc une priorité de l'action du département qui compte plus de 1.4 millions d'habitants (10e rang en France), 31 000 allocataires du RSA, 25 000 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie, 16 000 places dans les établissements pour personnes âgées dépendantes et 9 000 allocataires de la prestation compensation handicap, 20 programmes et contrats Loire-Atlantique Nature, 6 278 hectares d'espaces naturels gérés, 22 000 hectares de zones Natura 2000.

### Maladie professionnelle

Jean-Luc Chagnolleau, docker



**15 ans de bataille juridique, le combat de sa vie !**

Jean-Luc, avec l'APPSTMP (Association Pour la Protection de la Santé au Travail dans les Métiers Portuaires) qu'il avait créée avec Serge Doussin et la CGT des dockers, a été à l'origine d'une étude originale, une première dans les ports : l'étude « Escapes », réalisée sur le Port Nantes-St-Nazaire, démontre alors le poids des maladies dues aux expositions des dockers.

**Malgré sa maladie, Jean-Luc Chagnolleau s'est battu jusqu'au bout, car il était convaincu que c'était bien son travail qui l'avait rendu malade.**

Mais, ni la caisse ni l'employeur ne veulent admettre le rôle d'une « poly-exposition », c'est alors à la victime de prouver le lien direct entre une exposition et un cancer.

S'ensuivent pour Jean-Luc et son épouse quinze ans de bataille juridique faite d'une première reconnaissance de sa poly-exposition, en dépit de l'avis négatif de quatre conseils régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles, reconnaissance cassée en appel par la CPAM, suivie par la Cour de cassation et un refus d'étudier le dossier par la Cour européenne des droits de l'Homme. Jean-Luc décède en 2011.

En mai 2021, un nouveau tableau est publié au journal des Maladies Professionnelles et reconnaît enfin, après plus de dix ans d'évidences

scientifiques, les cancers du rein provoqués par le trichloréthylène.

Le dossier soutenu par l'APPSTMP en relation avec Maître Lafforgue est ré-instruit : la reconnaissance est enfin obtenue en août 2022 après la mobilisation de tous, de témoignages d'exposition : Son épouse, ses collègues, les syndicats, les scientifiques se montrent tous solidaires.

Chercheuse en science sociale et de la santé, Annie Thébaud-Mony dénonce sans relâche ces lenteurs d'évolution de la législation, et la grande sous-déclaration des cancers d'origine professionnelle ; une anomalie totale mais pas sans lien avec la toute-puissance du patronat : « On estime à environ 40 000 le nombre de cancers d'origine professionnelle en France chaque année, et 1 790 ont été reconnus l'an dernier, un chiffre en légère baisse ». Puis un autre dossier de docker Nazairien vient d'aboutir, touché depuis 2014 par un cancer de la prostate, enfin reconnu comme dû à une exposition aux pesticides.

**Ainsi, les associations, avocats, scientifiques telle Annie Thébaud-Mony et syndicats contribuent à faire connaître à chacun la justesse d'une démarche de reconnaissance et d'indemnisation.**

Pour le Bureau APPSTMP,  
Michèle PICAUD

## Manifestations du 10 novembre 2022

*Avec les revendications salariales, le syndicalisme repart en conquête*

La journée de mobilisation du 10 novembre, à l'appel de la CGT, la 4e depuis la rentrée, marque un nouveau temps fort social pour l'augmentation des salaires. Ce n'est pourtant pas du tout l'avis de certains médias qui pointaient « l'affaiblissement des journées de mobilisations » dès le soir du 10 novembre.

Certes, le nombre de manifestants était moindre que le 18 octobre, mais ces chiffres cachent une réalité bien plus favorable au monde du travail. En effet, **face à l'inflation galopante des prix de la consommation depuis près d'un an, dans de nombreuses entreprises, les salariés ont organisé des luttes pour l'augmentation des salaires.**

Des victoires locales ont vu le jour et des augmentations de salaires ont été arrachées là où les organisations syndicales ont agi : chez TotalEnergie bien sûr mais aussi dans l'agro-alimentaire, chez Marie ou chez Bénédicte ; dans les transports, chez Kéolis par exemple, dans l'industrie du luxe... **La lutte paie et force est de constater que depuis les ordonnances Macron de 2017, les rapports sociaux ont changé.** La représentation des salariés et les modalités de négociation collective ont évolué.

De plus en plus, les accords se font dans les entreprises et beaucoup moins au niveau des branches ou dans des accords nationaux interprofessionnels. Il en découle que les luttes s'organisent plus au sein des entreprises que dans l'interprofession. Les ordonnances Macron avaient pour objectif d'affaiblir l'action collective nationale des syndicats mais de fait, les salariés se tournent de plus en plus vers les organisations syndicales d'entreprises et s'inscrivent dans les revendications pour leurs droits, leurs salaires. **D'ailleurs, les adhésions syndicales ont le vent en poupe, même là où le syndicalisme était peu présent. C'est une bonne nouvelle pour les futurs rapports de force à construire face au patronat.**



### Forte mobilisation du personnel de la clinique Jules-Verne



**Le personnel de la clinique rentre dans sa quatrième semaine de conflit avec la direction.** Ils dénoncent notamment la dégradation de leurs conditions de travail, une restructuration sur un nouveau projet que le groupe impose et les trop bas salaires : à poste équivalent, le personnel de la clinique gagne entre 400 et 1 000 € de moins que dans la fonction publique.

Depuis le début du conflit, le personnel a réussi à obtenir des avancées en ce qui concerne les effectifs, notamment dans le service maternité, mais la direction ne lâche pas grand-chose sur les salaires. **Elle se tient à une revalorisation de 3 % comme proposé par la fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires.** Cette petite augmentation ne permettra pas aux personnels de vivre mieux de leur travail et de faire face à l'inflation.

### Plans sociaux géants chez les géants de la technologie

*Plus de 130 000 personnes sur le carreau*



Les confinements avec la crise du COVID 19 avaient créé une situation idéale pour les GAFAM comme Google, Apple, Facebook, Amazon ou Microsoft. **Du jour au lendemain, les besoins pour leurs produits et services ont explosé. Ces géants de la technologie étaient alors les grands gagnants de la période,** car ce sont les entreprises de la distanciation sociale, de la dématérialisation, bref du « tout en ligne ». La peur de la contagion avait alors créé une gigantesque poussée numérique dans l'économie et les champions du numérique d'alors en ont pleinement profité. Cette tendance semblait inéluctable et vouée à persister après l'épidémie.

Dans la lancée, il y a un peu plus d'un an, **Facebook devenait Meta pour ancrer son changement de cap vers le « metavers »**, un univers virtuel développé par Mark Zuckerberg qui n'a convaincu personne, sauf peut-être Walmart, le géant de la distribution *made in USA* ou Carrefour en France. **Mais pousser un chariot dans un univers 100 % virtuel, à quoi bon ?**

Aujourd'hui, face à la réalité, les cinq géants de la technologie ont perdu plus de 1,5 trillions de dollars de capitalisation boursière en moins d'un mois. **Ils risquent d'entraîner une multitude de partenaires, de sous-traitants et acteurs du secteur.**

20 ans après l'explosion de la bulle internet, un nouveau krach est à craindre dans le secteur car le phénomène touche tout le monde, surtout les petites startup qui n'ont généralement pas encore de modèle économique viable et qui se reposent uniquement sur les investisseurs.



Ainsi, après le rachat de Twitter par Elon Musk, il y a un mois, celui-ci annonçait le lendemain 3700 licenciements, soit la moitié des effectifs. Depuis, pas une semaine sans nouvelle annonce chez ces géants du numérique. Chez Meta (WhatsApp, Facebook, Instagram) c'est 11 000 virtualisations instantanées soit 13 % du personnel licencié.

**Au total, plus de 130 000 licenciements sont déjà annoncés dont 10 000 chez Amazon, 7000 chez Uber, 2000 pour Airbnb ou encore les 3800 de Booking.com pour les plus connus en France.** Un chiffre certainement sous-évalué, puisqu'il se base uniquement sur des chiffres annoncés par les entreprises cotées en bourse et d'autres n'ont pas communiqué sur leurs réductions d'effectifs.

**En parallèle et pour ne rien arranger, un autre bout du secteur technologique est secoué : celui des cryptomonnaies.** En effet, FTX, la deuxième plus grosse plate-forme d'échange de monnaies virtuelles, est tombé en moins d'une semaine.

Initialement évalué à 32 milliards de dollars FTX se déclare en faillite. Son patron et fondateur Sam Bankman-Fried semblait avoir réinventé le rêve américain dans l'univers de la « crypto » avec une fortune de 16 milliards de dollars avant de démissionner. Si pour le moment tout n'est pas clair dans cette affaire, la débâcle semble être partie d'un article dans lequel FTX était accusé de placer l'argent de ses clients dans des fonds hautement spéculatifs, la surévaluation des monnaies et la perte de confiance ont fait le reste. **Les clients attirés par l'envolée de ce marché risquent de ne jamais revoir leur argent.**



## Cinéma

### Reprise en main, de Gilles Perret

En une vertigineuse séquence récurrente, on découvre Cédric, le personnage principal de *Reprise en main*, se livrer à sa passion : l'escalade à mains nues des parois abruptes des massifs entourant sa vallée de l'Arve. À mains nues, c'est aussi la manière dont le jeune homme (l'excellent Pierre Deladonchamps), ouvrier hautement qualifié, se retrouve à affronter les fonds rapaces dont les griffes s'abattent sur son entreprise de décolletage, spécialité qui fait la réputation mondiale de ce coin de Haute-Savoie.

Conquérants de l'impossible contre « premiers de cordée », en somme. Ayant reçu l'esprit de révolte de son père syndicaliste (Rufus, épantant), Cédric entame un combat improbable de prime abord, enrôlant deux potes d'enfance, métallo à son compte et employé de banque. Les Pieds-nickelés contre le Capital ? Et pourquoi pas...

Prenant le temps de poser le cadre, de l'usine et du travail – rarement autant au cœur d'un

film – comme de ses personnages, le cinéaste, dont c'est la première œuvre de fiction, fait se télescoper la volonté d'un qui va dire « non » et la logique de prédation capitaliste.

*Reprise en main*, dit l'auteur par ailleurs « raconte une filiation politique par l'intuition et la réalité des faits. Si la chose politique et syndicale sont rendues obsolètes dans l'espace public, le film montre que l'histoire reste pourtant toujours la même. Tout comme les questions qui sont posées : Qui produit ? Comment on partage les richesses produites entre les salariés, les propriétaires et éventuellement les financiers qui chapeautent le tout ? »

Si la preuve du pudding est qu'on le mange, Gilles Perret (*La Sociale*) a préféré détourner le genre « film de copains » hollywoodien, servi par une belle brochette d'acteurs et actrices. Le résultat en est un petit bijou de comédie sociale acide.

## Les sciences mathématiques mises en scène

### Rencontre avec Marianne Bessemoulin

Marianne Bessemoulin, tu es chercheuse en mathématiques au Laboratoire de Mathématiques Jean Leray à Nantes. Tu fais quoi en fait ?

Je m'intéresse à calculer des solutions approchées pour des modèles issus essentiellement de la physique et de la biologie, que l'on ne sait pas résoudre de manière exacte.

Voilà qui est un peu inaccessible ! Mais tu as aussi des activités qui mêlent arts et sciences, je crois.

Depuis plusieurs années, je participe à des activités en interaction entre arts et sciences, qui réunissent scientifiques et artistes, notamment pour des ateliers à destination d'élèves, mais également pour des créations d'objets artistiques professionnels. Ces actions se font dans le cadre d'un partenariat entre mon laboratoire et Athénor, scène nomade à Saint-Nazaire. J'ai notamment participé récemment à deux projets : *L'Imprécis de vocabulaire mathématique* avec la compagnie Les Ateliers du spectacle, et *Sistema* avec le compositeur Alessandro Bosetti.

Concernant *L'Imprécis de vocabulaire mathématique*, le projet a émergé suite à de nombreuses résidences des

artistes au laboratoire. Ils ont constaté que nous utilisons pour désigner nos objets mathématiques un grand nombre d'adjectifs au sens flou et subjectif, révélant notre rapport subjectif et sensible à cette discipline pourtant réputée rigoureuse. À partir des conversations recueillies, les artistes ont composé un livre illustré, avec une mise en scène des adjectifs dans la bouche de personnages imaginaires. L'ouvrage a aussi été décliné dans une lecture spectaculaire et une exposition.

Concernant *Sistema*, il s'agit d'un « opéra de chambre parlé » pour quatre chercheurs ou chercheuses et trois instrumentistes. Ici, les chercheurs ont participé au processus de création, en réfléchissant notamment à une modélisation théorique du dispositif, mais ils sont également sur scène. Le principe est que les chercheurs mènent une conversation libre au milieu de l'ensemble instrumental, en devant respecter des instructions envoyées par les musiciens.

Les représentations de Marianne et son groupe sont des moments de création rares et drôles que nous prendrons plaisir à suivre.



## 44e édition du Festival des 3 Continents

Du 18 au 27 novembre 2022 dans dix villes de Loire-Atlantique

Dédié aux cinémas d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, le festival initialement basé à Nantes s'étend d'année en année. Pour la 44e édition, les villes de Bouguenais, Rezé, Sainte-Marie-sur-Mer et La Turballe sont de la partie.

Autour d'une sélection officielle de films internationaux récents, la manifestation propose cette année un hommage au cinéaste japonais Hirokazu Kore-eda dont l'œuvre documentaire reste mal connue ; une traversée du cinéma indien des années 70 et 80.

Une sélection de dix films en compétition:

- *Adieu, Capitaine* de Vincent Carelli et Tatiana Almeida, documentaire (Brésil)
- *Autobiography* de Makbul Mubarak, fiction (Indonésie)
- *Cendres glorieuses* de Bui Thac Chuyên, fiction (Vietnam, France, Singapour)
- *Day After...* de Kamar Ahmad Simon, documentaire (Bangladesh Norvège, France)
- *L'Hiver intérieur* de Aamir Bashir, fiction (Inde, France, Qatar)
- *Jet Lag* de Zheng Lu Xinyuan, documentaire (Autriche, Suisse)
- *Love Life* de Kôji Fukada, fiction (Japon)
- *Rule 34* de Júlia Murat, fiction (Brésil)
- *Scent of Wind* de Hadi Mohghegh, fiction (Iran)
- *Shivamma* de Jaishankar Aryar, fiction (Inde)

Mais pendant dix jours, le festival propose de découvrir 90 films sur 240 séances dans dix villes de Loire-Atlantique. Alors, consultez le programme complet : <https://www.3continents.com>

## Les élus communistes et républicains

L'association devient la « Coopérative des élu(e)s communistes républicain(e)s et citoyen(ne)s »

Les 4, 5, 6 novembre dernier, l'ANECR tenait son 20e congrès. 350 élus réunis pour trois jours de formation, de discussions, de décisions et un changement de nom. L'Association nationale des élu(e)s communistes et républicain(e)s est devenue la Coopérative des élu(e)s communistes républicain(e)s et citoyen(ne)s.



Nouveaux statuts, nouvelle équipe et un renouvellement de 63 % de son conseil d'administration marqué par un rajeunissement de ses membres et la parfaite parité femmes-hommes.

Avec un premier objectif commun : les sénatoriales de 2023 et les municipales de 2026. Philippe Rio, maire de Grigny, succède à Ian Brossat à la présidence de l'association forte de 5 000 élus.

Le travail lancé lors du congrès doit constituer un socle solide pour faire de la Coopérative un outil utile aux populations, aux élus, aux services publics, partout sur le territoire national. Cela pour répondre aux multiples enjeux, et donc aux multiples défis politiques, démocratiques, écologiques. En marge du congrès, les élus ont voulu sonner

l'alarme contre un nouveau « 49-3 contre Territoires ». En cause, le nouveau vote du budget, qui ampute largement les finances des collectivités. Le gouvernement, à l'aide d'un nouveau 49-3 a réintroduit une feuille de route d'austérité réduisant considérablement la marge de manœuvre dans la mise en œuvre des politiques publiques.

La situation est d'autant plus complexe que l'inflation, notamment du coût de l'énergie, étouffe les communes au point que certaines ne savent toujours pas comment régler leurs factures de fin d'année.

Un autre sujet a largement occupé les discussions du Congrès : la lutte contre le RN et la manière d'endiguer son enracinement local. Les maires communistes sont en première ligne pour constater le phénomène. Philippe Rio veut donc faire des élections municipales de 2026 un « véritable tremplin municipaliste pour la présidentielle de 2027.

**Il faut repenser une nouvelle décentralisation, qui permette de contrer ce sentiment d'abandon local qui pousse les gens dans les bras du fascisme »**

## Budgets 2023

Les collectivités s'interrogent

**Inflation galopante, hausse des dépenses, baisse des recettes et des dotations... Que peut-on attendre des budgets consacrés aux collectivités locales en 2023 ?** Ce sont là les principales inquiétudes des élus locaux face à l'altération de l'autonomie financière des communes, des intercommunalités, des départements et des régions.

Ce manque prévisible de moyens se heurte désormais à la loi de programmation des finances publiques que compte mettre en place le gouvernement. Les collectivités se trouvant déjà accablées économiquement, entre des transferts de charges et des dépenses fonctionnelles incompressibles. **Auxquelles s'ajoutent désormais de nouvelles contraintes dont la restriction des interventions à hauteur de 15 milliards d'ici 2027 et la suppression prévue de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.** Pire encore, les plans gouvernementaux et sénatoriaux actent cette décroissance des dépenses publiques et ce malgré les coûts budgétaires confirmés (restes à payer et engagements de dépenses). Sans oublier les allocations individuelles de solidarité qui représentent un tiers des budgets départementaux.

Alors, doit-on contraindre nos collectivités à réduire leur réponse citoyenne en matière de services ? Fléchir sur une proximité et une qualité de services qui sont pourtant au cœur d'un développement réussi des territoires ? Cela reviendrait sûrement à créer de nouvelles précarités dont les collectivités et les habitants en seraient les seules victimes. **Si l'austérité est le choix du gouvernement, il existe aussi d'autres réponses pour soutenir et préserver au quotidien le travail et l'engagement des élus locaux.** N'oublions pas les bénéfiques records des entreprises du CAC40 pour l'année 2021, 160 milliards d'euros dont un tiers pour les seuls actionnaires. Ces mêmes entreprises, bénéficiant d'aides pu-



bliques durant la crise sanitaire ont, elles aussi, les moyens d'investir dans les territoires pour les soutenir, à leur tour. De l'argent qui pourrait servir à revaloriser la dotation globale de fonctionnement ou encore à mettre en place des fonds de soutien aux communes qui font face à des augmentations de leur dépenses dans les structures essentielles pour leurs habitants (santé, éducation, transports...)

Ce qui est certain, c'est que ce budget 2023 des dépenses publiques sera un enjeu considérable pour la préservation des collectivités qui, en plus de subir l'inflation, doivent accompagner au mieux les citoyens à la surmonter également.

## Prix de l'énergie

L'inquiétude des bailleurs sociaux

Le congrès de l'USH (Union Sociale pour l'habitat) c'est tenu fin septembre à Lyon et une question en particulier était sur toutes les lèvres des bailleurs sociaux : **comment faire face à la hausse des coûts de l'énergie ?**

53 % des logements du parc locatif social est en chauffage collectif et un grand nombre de bailleurs doivent renouveler leurs contrats d'approvisionnement en 2023. **Si les prix des contrats précédents étaient de l'ordre de 30 à 40 euros le mégawatt-heure, ils sont proposés aujourd'hui à 300 euros.**

Problème, le bouclier tarifaire proposé par le gouvernement pour 2023, avec une hausse limitée à 15 % pour le gaz applicable à tous les ménages, les copropriétés, les logements sociaux, les petites entreprises et les plus petites communes **ne s'applique pas de la même manière pour les bailleurs sociaux.**

Ce dispositif-là, confirmé par décret le 15 novembre, prévoit une prise en charge de la différence entre un prix mensuel moyen et le prix plancher hors bailleurs sociaux, ceux qui arrivaient en fin de contrat ont dû conclure un nouveau marché avec un coût supérieur à ce prix moyen.

**Le montant des charges facturées aux locataires risque donc de flamber en 2023, dans une grande partie du parc HLM, or leurs locataires ont des revenus bas et ont déjà des difficultés pour faire face à l'inflation.** Si pour le moment les impayés n'ont pas sensiblement grimpé, rien n'est garanti pour les prochains mois dans les grandes copropriétés, qu'elles soient sociales ou privées, car toutes sont logées à la même enseigne.





**MOUVEMENT  
JEUNES  
COMMUNISTES  
DE FRANCE**

**Mondial 2022 :  
Combien pèse le sport ?**



**FIFA WORLD CUP  
Qatar 2022**

Le dimanche 20 novembre commencera l'un des événements sportifs les plus lamentables et inhumains de l'histoire du sport. En effet, rappelons que, en 2010, lorsque le Qatar remportait l'organisation du mondial 2022, il l'avait gagné sous fond de corruption. Mohammed Bin Hammam, riche homme d'affaires qatari, était à l'époque vice-président de la FIFA et aurait probablement approché les différents autres dirigeants pour les acheter. Ce dernier a d'ailleurs été banni à vie du foot pour une affaire de corruption au sein de la FIFA en 2011. Plusieurs sources vont jusqu'à affirmer que Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, aurait demandé à Michel Platini, alors président de l'UEFA, de voter pour le Qatar. Et en échange le Qatar aurait acheté le PSG pour en faire le monstre financier qu'il est aujourd'hui. Cela reste encore à prouver, l'enquête est toujours en cours. Ce qui est sûr, c'est que de hautes personnalités du monde sportif ont soutenu le Qatar dans un objectif purement financier. On pense évidemment au glorieux Zinedine Zidane qui, contre un beau chèque de trois millions d'euros, a soutenu la venue de la coupe du monde au Qatar. **Le résultat est là, 6 500 ouvriers (pour ne pas dire esclaves) migrants ont péri sur les chantiers des stades, hôtels, routes en construction pour cet événement.** Ceux qui ont pu échapper au massacre auraient été expulsés du territoire. Ne parlons pas du désastre écologique, sept stades disposeront de la climatisation à ciel ouvert, ce qui implique une énorme consommation d'énergie. Bref, un désastre en tous points et soutenu par nos responsables politiques comme sportifs. Mais bon, qu'attendre de privilégiés comme Zidane ou Le Graët gavés et pourris par ces dictatures ?



Après une fête de l'Humanité couronnée de succès, la fédération de Loire-Atlantique du MJCF a enchaîné sur la mise en place de sa toute nouvelle campagne locale : faire reculer la réforme du bac professionnel et rémunérer les stages en entreprise pour les élèves. Après nous être installés sur trois lycées pro et l'école d'infirmière de Rezé, nous avons eu l'occasion de rencontrer des lycéens comme des professeurs et nous constatons que les gens sont très intéressés par cette campagne.

Effectivement, c'est un public que personne ne va jamais voir et encore moins en période d'élection. Et c'est là, la force des jeunes communistes, être présents sur le terrain et être utiles à la classe ouvrière et aux travailleurs. Dans ce cadre, nous lancerons très prochainement une pétition suivie d'un communiqué que nous ferons tourner dans les lycées et dans le monde politique. Mais notre cellule UEC est également active, nous sommes présents activement aux mouvements étudiants. Nous sommes, pour reprendre les mots de notre secrétaire national de l'UEC, « tracts à la main » devant les étudiants toutes les semaines. **Plus que jamais, présents dans la lutte malgré les difficultés et les coups portés par le grand capital et les forces réactionnaires.**

**Programme de l'Huma-café**

Janvier - juin 2023



20 janvier – **Anthropologie culturelle : un OVNI ou l'affaire de tous ?** Avec Jean-Paul Barbe, germaniste, professeur honoraire des universités, traducteur et auteur

10 février – **Quand le travail tue.** Avec Véronique Daubas-Letourneux, sociologue, enseignante-chercheuse en santé-travail à l'École des Hautes Études en Santé Publique (Rennes)

17 mars – **Cuba : Un révélateur de nos systèmes de santé en décomposition ?** Avec la journaliste Mailys Khider, autrice de *Médecins cubains : les armées de la paix*

14 avril – **Carte blanche à Lydie Salvayre.** Autrice de plus de vingt livres, romans, récits, essais, pamphlets... Traduite dans une quinzaine de langues, elle a obtenu de nombreux prix littéraires, dont le prix Goncourt 2014 pour *Pas pleurer*

26 mai – **La presse sous pression ?** Avec Pierre Rimbart, rédacteur au Monde Diplomatique et membre d'Acrimed, en partenariat avec les Amis du Monde Diplomatique de Nantes

16 juin – **Qui sont ces fonds d'investissement qui rachètent le monde ?** Avec Cyprien Boganda, chef adjoint de la rubrique éco-social à L'Humanité, auteur de *Le Business des faillites* et *L'Empire du cash*

**Souscription départementale**

La fédération de Loire-Atlantique du PCF a lancé **une grande souscription départementale pour se donner les moyens financiers de son ambition politique.** Plus de 6000 euros ont déjà été collectés. C'est un chiffre conséquent qui doit encore être amélioré.

**Aussi nous faisons appel à ton soutien.** Pour participer à la souscription, il te suffit de remplir le bon ci-dessous et de le retourner à l'ADF44. *Les dons à l'ADF44 donnent droit à 66 % d'abattement pour l'impôt sur le revenu.*

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Ville : .....

Code postal : .....

Téléphone : .....

E-MAIL : .....@.....



**« Nouvelles de Loire-Atlantique »**

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
 Commission paritaire : N°0325 P 11519  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : Clément CHEBANIER  
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
 E-mail : redac.nla@orange.fr  
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Pedro MAIA Pascal DIVAY  
 Véronique MAHE Benoit LUSSEAU  
 Alain BOURDEAU Yolande DREANO  
 Gabriel AUGÉAT Michel GUILLOUX

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

**Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique**

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... EMAIL : .....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
  - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€
- A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
 Chèque à l'ordre de ADF44  
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)